



Éditorial



Chemins d'économie humaine

Économie humaine : il faudrait organiser un colloque réunissant des scientifiques, des experts, des universitaires, des économistes, pour la définir. Une définition de plus. Un livre de plus, regroupant des interventions magistérielles.

Il n'est pas faux de dire que l'économie humaine se cherche. Par le bas. Par l'innovation. Par l'expérimentation. Par des praticiens. On la définit moins abstraitement qu'on ne repère les chemins parcourus par ceux qui s'en réclament. L'économie humaine est le chemin plus que le but.

Une économie humaine inventée et réinventée sans cesse par des innovateurs, un peu partout sur la planète. La révolution par le bas. Il n'y a pas de modèle unique. Chaque innovation économique et sociale est enracinée dans son pays, sa culture, l'histoire singulière de son animateur-fondateur. L'avenir sera pluriel.

On trouvera dans ce numéro des *bonnes feuilles* du livre cité ci-contre et dans le titre de cet éditorial. Quelques pages qui tirent des leçons des études de cas présentées dans l'ouvrage. Et la préface de Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'ONU, habitué à traiter les défis planétaires avec les puissances/puissants de ce monde, mais très conscient que les changements nécessaires viendront « par le bas ». Car personne n'est trop pauvre ni trop petit pour n'avoir rien à apporter à la civilisation plurielle qui se construit. Alors, bonne lecture de ce numéro, et mieux encore, du livre. En attendant que chacun de nous écrive la page qui manque encore à l'économie humaine !

Antoine Sondag

antoine.sondag@lebret-irfed.org

Chemins d'économie humaine

par Yves Berthelot (et autres), Préface de Kofi Annan, Enrique Iglesias et Christiane Hessel, Paris, Le Cerf, 238 p, 2016, 19 €

Bonnes feuilles

Cet ouvrage est une invitation à parcourir dans divers pays du monde des chemins d'économie humaine. Partout, des hommes et des femmes initient des milliers de révolutions tranquilles, invisibles pour le voyageur pressé. Ces innovateurs sociaux ont commencé par prendre conscience de leurs droits et de leurs capacités. Ils ont refusé le sort qui leur semblait imposé. Ils ont donné un sens à la recherche du bien commun. Les auteurs de ce livre tirent de ces parcours des leçons, des principes, des priorités pour structurer l'action. Autant de jalons pour avancer vers une économie humaine. Ces expériences de terrain, ces révolutions par le bas ont une portée universelle, c'est-à-dire qu'elles sont appropriables et adaptables par tous.

Leçons des études de cas pour une économie humaine

L'observation des pratiques de terrain nous rappelle d'abord cette évidence fondamentale : l'économie est le fruit d'initiatives humaines. Des initiatives portées par des personnes qui ne revendiquent pas toutes le statut d'entrepreneur mais qui font chacune montre d'un caractère entreprenant. En s'attachant au profil et au parcours des pionniers à l'origine de ces divers projets, on pressent que leur caractère entreprenant n'a pas qu'une dimension psychologique, qu'il puise ses racines dans un terreau d'échanges avec d'autres ; beaucoup d'autres, passés et présents, dont l'histoire des vies personnelles s'entrecroise avec la grande Histoire, et dont les sources d'inspiration dialoguent, circulent d'une génération à l'autre, d'un champ d'action à un autre, d'une culture à une autre.

Engagement et participation

Au contact de ces expériences, on découvre aussi que les motivations d'entreprendre sont loin de se réduire à la seule satisfaction d'intérêts matériels ; que les échanges qui les nourrissent ne sont pas seulement de na-

ture marchande ; que l'économie peut être le lieu d'engagements à la fois personnels, professionnels et citoyens ; et que les actes et les acteurs économiques sont aussi intimement liés à des valeurs morales, des conceptions de la vie, des visions de la société et du monde.

La participation des habitants au changement est un point commun à la plupart des initiatives décrites et souligne l'importance de la dimension collective des dynamiques qui ont permis leur essor. Sur tous les continents l'implication de la population dans les expériences de développement local participe d'une démarche pour orienter la vie collective et donner corps au vivre ensemble. C'est une forme d'action politique qui ne cherche pas l'accès au pouvoir, ni la victoire d'un camp sur un autre, mais qui vise à parvenir à une analyse partagée, puis à des projets menés ensemble.

Nombre des « entreprises » présentées, dans la diversité de leurs formes et de leurs objets, font aussi la démonstration que le collectif conçu comme une ressource au service de ses membres permet à des populations -y compris des populations très démunies- de s'affirmer comme des

acteurs économiques à part entière à condition de mettre en mouvement la chaîne qui relie l'activité productive à l'activité éducative et à l'action citoyenne.

Confrontés à la misère sociale, il ne s'agit pas de se contenter d'une approche d'assistance, il s'agit de mettre en avant les droits des personnes, en même temps que leurs capacités à être responsables, à être acteurs des solutions à leurs problèmes. Il s'agit aussi d'inventer les formes d'organisation de la vie collective -y compris dans le monde de l'entreprise- qui ne s'arrêtent pas aux manques, aux handicaps, et valorisent au mieux les capacités, les potentialités de chacun. (Bretagne Ateliers)

Un mot, empowerment caractérise cette stratégie de changement social : c'est la prise de pouvoir sur sa vie, la capacité à devenir autonome, à se libérer des sujétions de tous ordres. Il s'applique à la fois aux personnes et aux groupes, notamment celles et ceux qui vivent des situations d'oppression et de discrimination. Mais finalement cette émancipation ne concerne-t-elle pas tous les membres de la société, quelle que soit leur classe ou leur statut social ? En ce sens on peut dire que l'économie humaine est une organisation de la société qui favorise l'empowerment de tous.

Au regard de ces considérations, une première leçon se dégage : la science économique fait bien partie des sciences humaines et sociales. Une approche pluridisciplinaire, appuyée sur la recherche-action, est indispensable pour permettre à la fois de comprendre en profondeur les phénomènes économiques et de forger des outils intellectuels pour agir sur eux et cette approche, dans le monde globalisé qui est à présent le nôtre, a tout à gagner à s'inscrire dans une dynamique d'échanges interculturels et internationaux.

Une exigence aussi se fait jour, celle de dépasser les visions simplistes, les clichés, les postures idéologiques concernant notamment les rapports entre développement local et économie globale.

Des projets de développement local peuvent en effet être inspirés par une réflexion critique concernant la globalisation de l'économie telle qu'elle est engagée sans pour autant refuser la mondialisation des échanges et des coopérations. Beaucoup d'acteurs locaux plaident pour « marcher sur les deux jambes », celle du développement mondial mieux régulé, et celle du développement local, territorial, à partir de ses ressources, des besoins et des valeurs de chaque peuple solidaire des autres. À l'instar des Togolais qui ne veulent pas que l'Afrique reste à l'écart du commerce mondial et qui décrivent le type d'économie qu'ils visent comme "l'économie communautaire de marché", encourageant les paysans et les artisans du monde rural à devenir des entrepreneurs capables de prendre leur place sur le marché, non seulement local mais international.

Le dialogue société civile pouvoirs publics

Depuis des coopératives au Guatemala jusqu'à une multinationale au Bangladesh, les exemples documentés ici attestent aussi de la grande diversité des formes d'entreprises mobilisables pour entraîner de nombreux petits producteurs dans des dynamiques de développement. En Afrique de l'Ouest, l'organisation de filières de petits paysans et entrepreneurs locaux pour « nourrir les villes » illustre la capacité de ces initiatives à changer d'échelle. À cet égard, les collaborations et les partenariats qui se développent entre des entreprises, des collectivités et des associations sont également très importants. À condition de jouer un rôle d'alerte et d'éclaireur dans l'action et de ne pas chercher à se substituer durablement aux acteurs publics, des ONG font la démonstration qu'il est possible d'influer sur le contenu de politiques publiques à partir d'expériences de terrain.

On perçoit donc bien tout l'intérêt des interactions entre la société civile et les pouvoirs publics dès lors qu'un souci de l'intérêt général est partagé, qu'un climat de respect et de confiance a été établi, et qu'un cadre

autorisant une marge d'autonomie, d'initiative et de conflictualité constructive est posé. Or les conditions de possibilité de ce cadre et de ce climat portent un nom : démocratie.

C'est la deuxième leçon qui saute aux yeux à l'examen de ces pratiques de terrain issues des quatre coins du monde : l'activité économique ne peut pas se développer positivement sans s'articuler avec l'action sociale et politique. L'économie pour être juste comme pour être efficace ne saurait se passer de la démocratie. Le combat pour la syndicalisation des travailleurs dalits (intouchables) en Inde s'appuie sur les lois existantes, même si elles sont mal appliquées et utilise les dispositifs de discrimination positive mis en œuvre par le gouvernement. Sa légitimité est d'autant plus forte qu'il s'inscrit dans la lettre et l'esprit de la Constitution du pays, qui depuis l'Indépendance garantit l'égalité de tous les citoyens indiens. Cet exemple montre bien que le rapport entre initiatives citoyennes et institutions politiques fonctionne dans les deux sens, que la société civile a besoin de s'appuyer sur l'Etat de droit et que des changements macro-politiques sont susceptibles d'améliorer de manière significative les conditions de vie des populations.

Il est des situations difficiles, tenant à la nature autoritaire, voire dictatoriale, des régimes en place ou bien encore à des conflits armés qui conduisent à ce qu'un Etat de guerre et une société militarisée menacent de réduire les possibilités de construction et d'articulation d'un Etat de droit et d'une société civile. L'action menée en Palestine ici rapportée témoigne que dans de tels contextes, l'économie humaine sait se faire résistance, en contribuant concrètement à la résilience de la population et à son action d'émancipation culturelle, sociale et politique. Ailleurs, comme au Sri Lanka ou en Bosnie, des projets économiques font œuvre de réconciliation, s'attachant à faire travailler ensemble ceux que des conflits ont opposés de façon particulièrement atroce de façon que les horreurs du passé ne se reproduisent plus. L'économie humaine a donc

aussi partie liée avec la reconstruction durable de la paix.

L'exemple du Kivu montre bien que le caractère pacificateur de l'économie humaine s'étend aux rapports avec la nature et que la prise en compte des facteurs environnementaux n'est pas une démarche réservée aux pays riches qui pourraient "se payer le luxe" de l'attention écologique, mais peut être au cœur d'une stratégie de valorisation des ressources locales d'un pays très pauvre.

Le travail pour changer le monde

Il est une autre ressource, à la fois naturelle et culturelle, dont l'économie ne saurait se passer : le travail humain. C'est une autre leçon de ce voyage à la rencontre de ces diverses formes de production. La question du travail est partout présente, jamais marginale, souvent cruciale, parfois vitale. Qu'il s'agisse de délivrer des êtres humains de conditions de travail et d'existence indignes, de permettre à des personnes en situation de handicap de « ressentir que l'on pouvait s'en sortir » par le travail, de promouvoir des métiers agricoles et artisanaux indispensables au développement des zones rurales et à l'alimentation des villes, de former des jeunes et de former des formateurs, d'animer des réseaux collaboratifs inventant de nouvelles manières d'apprendre et d'entreprendre à l'heure de l'Internet...les modalités d'exercice du travail humain concernent toutes les activités économiques et toutes les manières de les organiser. Sans compter le travail sur soi que demande l'ajustement avec les collègues producteurs, les bénéficiaires et les clients dans la réalisation responsable des tâches et des missions.

La masse d'énergie, de savoirs, de capacités ainsi mobilisée par les humains -et que ces quelques cas ne font qu'évoquer- force d'autant plus l'attention et le respect qu'elle est trop peu souvent considérée à la hauteur du rôle productif qu'elle joue. Ce manque de reconnaissance du travail humain comme forme essentielle d'investissement dans l'éco-

nomie est à la fois une erreur au regard des faits et une injustice à l'encontre des humains.

"No tenemos en nuestras manos la solución a los problemas del mundo... pero frente a los problemas del mundo tenemos nuestras manos". (Nous n'avons pas dans les mains la solution aux problèmes du monde, mais face aux problèmes du monde, nous avons nos mains). Toutes les expériences qui viennent d'être relatées, chacune à leur manière, mettent en action l'esprit de cette résolution formulée par le moine et écrivain argentin Mamerto Menapace.

Cette résolution nous invite à ne pas subir l'économie, à la construire pour que chaque personne et toutes les personnes vivent debout en développant toutes les dimensions de leur être. C'est la principale leçon que nous voulons partager pour avancer vers une économie humaine. Et ces exemples nous montrent la voie. Tous ces cas soulignent l'importance du rôle de l'éducation scolaire et populaire, de la formation professionnelle et citoyenne. Tous mettent en œuvre des capacités d'innovation et d'initiative particulièrement utiles pour humaniser les mutations technologiques et économiques en cours. Tous illustrent la force d'entraînement et l'efficacité d'approches fondées sur des méthodes participatives, des positionnements inclusifs et des stratégies constructives autour d'options fortes fondées sur les valeurs d'égalité, de solidarité et de justice.

Le rôle central de la personne humaine

L'inacceptable et le prometteur : ces deux aspects de la réalité économique que nous venons d'évoquer s'entrecroisent dans toutes les sociétés jusque dans le vécu de chacun et inspirent deux visions de l'humain.

L'une est centrée sur l'individu, tend à considérer les ensembles humains comme des masses, et derrière les apparences prône l'uniformité.

L'autre se fonde sur la personne, mise sur des collectifs respectueux

de la singularité et de la part d'universalité de tous les humains, et cultive la diversité.

Dans l'économie dominante, telle qu'elle est pratiquée et théorisée aujourd'hui, l'homme n'est pas une personne en relation avec d'autres, mais un individu qui satisfait ses besoins et ses désirs. L'individu est un producteur ou un consommateur selon les moments de la journée. Lorsque les hommes pensent en tant qu'individus, ils développent des structures qui renforcent l'individualisme, négligeant les interdépendances, le sens du bien commun, le souci des générations futures et les exigences de la justice.

A l'inverse, les initiatives locales ayant conduit à une condition plus humaine sont toutes l'œuvre de personnes qui ont établi des relations avec d'autres personnes pour fixer avec elles des objectifs et les moyens de les atteindre. Chacune s'est nourrie et enrichie de ses relations avec les autres et les projets qu'elles ont construit collectivement ont permis à tous ceux qui y ont participé de développer et de mettre en œuvre leurs capacités.

L'être humain considéré comme une « personne », c'est-à-dire comme un être de relations, est acteur de l'économie humaine.

Le livre se commande dans toutes les librairies ou sur des sites d'achat de livres, par exemple : <http://www.editionsducerf.fr/librairie/livre/17792/chemins-d-economie-humaine>

Derniers numéros parus :

n°434 : *Laudato Si*, deux commentaires d'Inde, par Christina Samy et Gerry Raj.

n°433 : *Le manifeste convivialiste - pour un changement de civilisation*, par Marc Humbert

n°432 : *Denis Goulet et l'importance des valeurs dans le développement*, par Montserrat Culebro Juárez.

n°431 : *Échos d'une mission au cœur de la Cop21*, par Estelle Grenon.

n°430 : *La seule force de Daesh est de profiter de nos faiblesses*, par Abdennour Bidar .

n°429 : *Face à la triple crise, repenser l'économie*, par Sophie de Rivaz.



Nous vivons dans un monde d'interdépendances multiples : interdépendance des économies, des cultures, des institutions, des peuples qui lient les pays les uns aux autres; interdépendance du social et de l'économique qui implique que l'on ne peut progresser durablement dans l'un de ces domaines sans progresser dans l'autre ; interdépendance de l'Homme avec la nature qui lie dès aujourd'hui le destin de l'humanité au soin qu'elle prendra de la planète.

Nous avons progressivement pris conscience de ces interdépendances, il nous faut apprendre à les gérer pour en faire des instruments du développement, des sources d'épanouissement pour tous et non des facteurs de peurs et d'asservissement avec, pour conséquence, des replis et des exclusions. Gérer, c'est prendre des décisions et les faire appliquer. Nous disposons pour cela d'un objectif qui est la réalisation des droits de l'Homme, des droits civils et politiques comme des droits économiques, sociaux et culturels, et d'un instrument qui est la démocratie. Il est nécessaire de le rappeler en ces temps où certains seraient tentés de renoncer à les faire progresser.

Les droits de l'Homme sont universels ; la quasi totalité des pays membres de l'ONU les ont reconnus et très nombreux sont ceux qui les ont inscrits dans leur constitution ; les peuples opprimés finissent par s'en emparer pour retrouver leur dignité. Là où ils sont foulés aux pieds, il ne faut pas espérer que les citoyens cultivent leurs talents, ni qu'ils contribuent à la prospérité de la nation ou au développement de la communauté. Si elle n'instaure pas l'état de droit, si elle tolère la corruption et les violences contre les femmes, une société ne peut se développer à long terme. De même, les droits de l'homme ne peuvent être sacrifiés à la lutte contre le terrorisme ; au contraire, le principe moral qui les

sous-tend, celui d'un profond respect pour la dignité de chaque individu, est une arme puissante pour le combattre.

La démocratie ne se résume pas à la tenue d'élections, encore que des élections libres, transparentes auxquelles participent tous les citoyens en soient un fondement essentiel. La démocratie demande qu'une presse libre permette de s'informer, qu'une société civile courageuse et responsable écoute ses mandats, puisse s'exprimer, soit consultée par les autorités et puisse contrôler l'exécution des engagements pris au plan national comme au plan international. Une telle démocratie peut donner l'impression d'être fragile et de peiner à prendre des décisions car les contestations y sont nombreuses et les critiques sévères, mais, justement, ce dialogue souvent vif, aboutit à des réformes et rend les démocraties résilientes. Il n'en va pas de même des dictatures et des régimes autoritaires qui, peut-être décident vite, mais qui se privant des vues de ceux qui ne leur sont pas soumis, arrivent à des résultats économiques souvent médiocres, toujours inégalitaires, entretiennent la corruption et sèment la violence.

Dans un monde interdépendant, la mise en œuvre des décisions prises au niveau international est nécessaire à la réalisation du bien commun et pour éviter que les tensions ne dégénèrent en conflits. Dans le cadre de l'ONU, les gouvernements parviennent souvent, à l'issue de négociations parfois longues, à s'accorder sur les objectifs à poursuivre et les mesures à prendre pour résoudre des problèmes économiques, sociaux ou environnementaux. Leurs décisions sont mûries et tiennent compte de la diversité des situations, tous les jugent nécessaires et, pourtant, nombre de gouvernements tardent à les mettre en œuvre, voire les ignorent, par manque de volonté politique ou pour satisfaire des intérêts particuliers. Ici, la société civile a le devoir de rappeler aux gouvernements

les engagements pris et d'utiliser les relais dont elle dispose auprès de l'opinion publique pour les amener à agir.

S'il est une chose que nous avons comprise au fil du temps, c'est que les scénarios catastrophes et les critiques destructrices des Cassandre, intellectuels, journalistes ou ONG, n'ont jamais poussé les peuples et les gouvernements à agir. Ce qui fait bouger les choses, c'est un dessein positif, le sens des responsabilités de chacun, le tracé de chemins d'économie humaine dont cet ouvrage nous offre des exemples.

Partant, en effet, d'exemples pris dans chacun des continents, ce livre écrit à quatre mains a la sagesse de reconnaître qu'il y a plusieurs chemins et pas un seul pour que la vie de chacun devienne plus humaine.

Des exemples comme des pages consacrées aux caractères d'une économie humaine, se dégage l'idée forte que, dans toute coopération comme dans tout enseignement, la distinction entre ceux qui apportent ou qui savent et ceux qui reçoivent et apprennent n'est pas aussi tranchée que certains le pensent encore. Chacun a quelque chose à apporter et des savoirs à partager.

Ces exemples illustrent tous le dicton africain qui rappelle que, « quelle que soit la longueur du chemin à parcourir, le voyage commence par un premier pas ». Sur ces chemins nous rencontrons des personnes qui dialoguent entre elles pour décider des buts et des moyens, qui dialoguent avec les autorités même si elles condamnent éventuellement leur politique, qui avancent en réaction à des situations injustes et au nom de valeurs partagées parmi lesquelles la liberté d'être soi, de pouvoir faire des choix avec la vision qu'un monde plus solidaire et plus équitable est possible.

Développement et civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebrete-Irfeed 45, rue de la Glacière - 75013 PARIS - FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@lebrete-irfeed.org L'association DCI - Lebrete-Irfeed anime un réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Dominique Lesaffre - **Rédacteur en chef** : Antoine Sondag - **Comité de rédaction** : Claude Baehrel, Yves Berthelot, Roland Colin, Ignazio Torres Isabelle Duquesne, Bernadette Huger, Asphodèle Berthelot, Emmanuelle Bouzigon, Jacqueline de Bourgoing.

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de *Développement et civilisations*. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Pour soutenir nos actions : chèque en euros, CHF ou US\$ à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebrete-Irfeed Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004 -1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE) ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé.

